Les politiques européennes de "ré-agrarisation"

Autor(en): **Rouquet La Garrugue, Victor**

Objekttyp: **Article**

Zeitschrift: **Revue économique et sociale : bulletin de la Société d'Etudes Economiques et Sociales**

Band (Jahr): **6 (1948)**

Heft 4

PDF erstellt am: **24.05.2024**

Persistenter Link: https://doi.org/10.5169/seals-132807

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.
Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.
Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

Ein Dienst der *ETH-Bibliothek*
ETH Zürich, Rämistrasse 101, 8092 Zürich, Schweiz, www.library.ethz.ch

http://www.e-periodica.ch

Documents

Les politiques européennes de «ré-agrarisation»

par

Victor Rouquet La Garrigue

Professeur agrégé à la Faculté de Droit
Directeur de l'Institut des Techniques Economiques
de l'Université de Bordeaux

Introduction

L'étude des divers problèmes de l'économie agricole implique l'examen d'un certain nombre de questions juridiques, politiques, économiques et sociales.

Les problèmes juridiques qui forment ici une série très longue de considérations importantes touchent au statut de la propriété de la terre, aux cadres de l'exploitation rurale, au critérium qui justifie la grande ou la petite propriété, le faire-valoir direct, le fermage.

La France est un pays particulièrement bien équilibré puisqu'on y trouve les différents types d'exploitation avec prédominance de la petite propriété et, d'une façon plus générale, de la petite exploitation. Mais peu de pays ont joui, sous ce rapport, de la stabilité que l'on constate en France.

A une date *très voisine* de l'époque actuelle, les économies de l'Europe centrale, balkanique ont été bouleversées par de profondes *réformes agraires.*

Ces réformes comptent parmi les plus grandes transformations qui ont changé le visage de l'Europe. Déclanchées par les guerres, ces transformations ne peuvent se comprendre que si on les rattache à une longue évolution historique.

On peut distinguer, avant 1914, deux types de structure agricoles :

1. Une organisation agraire de *type occidental* : celle de la France avec le régime de la liberté, et la prépondérance de la moyenne et de la petite propriété exploitée par le propriétaire lui-même, c'est-à-dire celle de pays où ces deux traits se présentent avec le maximum de netteté et de clarté.

2. L'organisation agraire du *type oriental*, marquée par de grandes propriétés nobiliaires, vastes unités d'exploitation, et caractérisée, au XIXe siècle, par l'émancipation paysanne et la *subsistance de la grande propriété nobiliaire, le latifond.*

Depuis 1920, les nations de l'Europe orientale et centrale nous donnent des exemples de *réformes agraires*, de réformes *foncières*, jaillies d'une lutte contre le latifond, contre la grande propriété, basées sur un objet déterminé : celui de donner une physionomie nouvelle à la propriété du sol.

Dans ce sens, nous devons citer la Tchécoslovaquie, l'Autriche, la Hongrie, la Roumanie, la Yougoslavie, la Bulgarie. Ajoutons, également, la plupart des pays scandinaves, les pays baltes, *puis la Grèce* et également l'*Espagne*.

Les Etats scandinaves se sont livrés à des réformes agraires de détail. Le statut de la propriété foncière ou celui de l'exploitation agricole n'a pas été abordé d'emblée dans ces derniers pays. Ce sont des mesures capillaires, en quelque sorte, qui caractérisent leurs réformes.

A côté des problèmes d'ordre juridique, l'économie agricole pose des problèmes beaucoup plus importants : ce sont les problèmes économiques et, en tout premier lieu, le problème général de la structure économique du pays.

La ré-agrarisation d'un pays dépasse la *réforme agraire* et ne se confond nullement avec elle. Par une politique de ré-agrarisation, dans le revenu national, la part imputée à la production agricole est proportionnellement plus forte que la fraction imputable à la production industrielle.

Par une politique systématique, le secteur agricole est élargi et cette extension transforme la structure économique.

Celle-ci est particularisée et adultérée par deux groupes de facteurs : les uns, dus à la localisation dans l'espace, les autres, dus à la localisation dans le temps. Dans le premier groupe, nous rassemblons toutes les particularités dues aux *facteurs naturels* : ces influences sont stables ou lentement variables. Dans le deuxième, nous rangeons les influences des facteurs *humains* et *sociaux* dont l'évolution est beaucoup plus rapide.

La vieille distinction entre pays industriels et pays agricoles est due, pour sa plus grande part, à ces facteurs naturels. Or, cette distinction intéresse la structure d'une économie donnée.

La deuxième catégorie de facteurs, celle dont le contenu varie avec le temps, groupe les particularités dues aux différences psychologiques et sociales des milieux dans lesquels le système est appelé à jouer. Elle groupe donc, essentiellement, les particularités qu'on peut relever de peuple à peuple ou d'époque à époque. Les *divergences* dans les manifestations des institutions ou dans leur formulation sont dues soit aux caractères historiques du milieu auquel elles s'appliquent soit aux caractères psychologiques particuliers des individus qui forment ce milieu.

Soit un pays déterminé. La production est-elle surtout agricole ou surtout industrielle ? Les deux secteurs se développent-ils parallèlement ? Autrement dit, à l'examen de cette dualité, nous voyons apparaître, entre le secteur agricole et le secteur industriel, des *problèmes de proportions* et des *problèmes d'équilibre*.

Dans le cadre d'une économie capitaliste (celle du XIXe siècle), les échanges internationaux qui se sont développés au fur et à mesure que les transports progressaient, aboutissent, comme l'a montré Ricardo, — et après lui — tous les économistes classiques, à une division internationale du travail. Sous l'action de la loi des coûts comparatifs, chaque nation tend à se

spécialiser dans la production pour laquelle elle est douée de quelque avantage relatif. Cela fait apparaître des changements de structure économique à l'intérieur des différents pays. Ainsi, notre pays s'est largement industrialisé au cours du dernier quart de siècle. L'Angleterre, au XIXe siècle, a délibérément sacrifié le secteur agricole devenant un pays uniquement industriel. Cette évolution n'est pas sans danger. La division internationale du travail implique la dépendance du pays qui s'y livre à l'égard des autres. L'Angleterre en a fait l'expérience au cours des deux guerres mondiales.

Il est sûr que si l'Angleterre n'avait pas eu la maîtrise des mers, elle aurait été réduite à merci. Et c'est déjà une première cause qui a incité les pays industriels à porter leur attention et leur intérêt sur la production agricole. Mais, d'autres raisons de caractère purement économique, ont fait une obligation aux Etats industriels d'envisager une politique de ré-agrarisation de leur économie. Ces raisons tiennent aux transformations profondes de l'économie mondiale. Pendant tout le XIXe siècle, les pays industriels de l'Europe occidentale ont fourni au reste du monde les produits fabriqués dans leurs usines, ce qui leur permettait de payer les matières premières nécessaires au fonctionnement de ces usines et les denrées agricoles indispensables aux besoins alimentaires de leurs populations (n'oublions pas que ces matières premières sont, pour la plupart, d'origine agricole [laine, coton, caoutchouc]). Les navires de l'Europe qui emportaient les machines vers les quatre coins du monde, revenaient avec des produits agricoles. Or, les nations agricoles du Nouveau Monde et de l'Asie sont en voie d'industrialisation rapide ; elles transforment elles-mêmes leurs matières premières et sont en mesure de se passer chaque jour davantage des produits de l'industrie européenne. *Mais alors*, avec quoi les nations européennes pourront-elles payer leurs importations agricoles ?

A mesure que les débouchés extérieurs se ferment, la nécessité se fait plus impérieuse de produire sur place les richesses qu'on ne peut plus acheter.

Sous l'empire de cette nécessité, les nations industrielles de l'Europe se sont abandonnées, au cours de ces dernières années, à une politique de ré-agrarisation. Dans ces nations, le secteur agricole, *qui avait été, pendant un long temps, sacrifié* ou qui avait subi très durement la concurrence du secteur industriel, a été plus ou moins complètement renouvelé et élargi.

Ainsi, certaines nations comme l'Angleterre, ont évolué d'une économie industrielle vers une économie complexe dans laquelle le secteur agricole, qui était négligeable, prend une certaine importance vis-à-vis du secteur industriel. Dans d'autres pays, le développement de l'agriculture a été poursuivi d'une façon systématique comme l'un des moyens de réaliser une économie de puissance. Que ce soit sous l'action de causes économiques ou sous l'action de facteurs politiques, ici et là ont été élaborées des politiques de ré-agrarisation du pays qui présentent, cependant, des différences, car elles sont profondément marquées par les fins qui les inspirent.

Trois fins principales peuvent être soulignées :

1. La lutte contre la crise : il faut créer des débouchés pour la main-d'œuvre en chômage dans l'industrie, d'où l'acheminement vers l'économie

complexe (cas de l'Angleterre), après la guerre et après la crise (et même de l'U. R. S. S.).

2. L'autarcie (économie de puissance). (Allemagne, Italie.)

3. L'économie visant à *démolir* la puissance : la ré-agrarisation devient une formule de domination du pays vaincu pour lui permettre de subsister.

La troisième politique imposée à la France, par exemple en 1940, puis au Japon et en Allemagne est plutôt une politique de désindustrialisation (restée au stade de la doctrine dans notre pays) et non de *ré-agrarisation.*

Nous étudierons d'une part, les politiques de ré-agrarisation qui tendent à réaliser une *économie complexe*, d'autre part, celles qui tendent à réaliser une économie autarcique d'où :

1. Evolution vers une économie complexe.
2. Evolution vers une économie autarcique.

Première partie

La recherche d'une economie complexe

Une économie simple, cela peut être une économie essentiellement industrielle comme l'économie anglaise du début du XXe siècle, mais aussi, une économie essentiellement agricole, comme l'économie russe, à la même époque. L'une et l'autre ont montré leur fragilité. L'Angleterre, en dépit de sa puissance maritime, a été mise à deux doigts de sa perte par la guerre sous-marine et malgré la solidité de son armature économique, elle n'a pu échapper ni à la dévaluation de sa monnaie ni à la crise économique. La Russie impériale s'est effondrée lamentablement après avoir fait la preuve de son impuissance militaire et contre le Japon et contre l'Allemagne. D'un côté comme de l'autre, ces grands empires ont senti le besoin *d'une économie complexe* et ont adopté les politiques économiques permettant de la réaliser.

Deux exemples nous permettent de dégager les lignes essentielles typiques. La ré-agrarisation et non l'agrarisation croissante — comme c'est le cas des pays scandinaves, du Danemark, de la Belgique — caractérise la Grande-Bretagne et la Russie.

Il y a, dans ces deux exemples, accroissement du secteur agricole par rapport au secteur industriel. Non seulement, l'agriculture témoigne de bons rendements mais se trouve renforcée après avoir été négligée.

Le premier exemple concrétise la réalisation d'un équilibre économique depuis longtemps disparu.

Le deuxième exemple témoigne d'une transformation radicale telle, que l'on peut réellement parler de ré-agrarisation.

A. — *Cas de l'Angleterre*

L'Angleterre a cherché à se suffire à elle-même pour des raisons d'ordre *alimentaire*, après avoir sacrifié l'agriculture nationale.

Le danger de la guerre, la hantise d'une crise prolongée, d'une multitude invariable de chômeurs nécessitent une politique de ré-agrarisation.

Plusieurs méthodes puissantes fécondent cette politique : le renforcement de l'appareil douanier, le système de la préférence impériale, certains encouragements accordés à l'agriculture.

Jusqu'à la guerre de 1914, nous assistons à une dépopulation massive des campagnes anglaises. Nous y voyons la culture remplacée par l'élevage et, comme on a pu le dire, le mouton prendre la place de l'homme. Les statistiques indiquent que la population rurale n'atteint pas 8 % de la population totale. Dès le début du XXe siècle, le législateur a tenté de ramener les travailleurs vers les campagnes : ce sont les dispositions relatives aux « allotments » et aux « small holdings » prévoyant la mise à la disposition des petites terres par les paroisses ou les comités. Mais ces mesures qui devaient aboutir à un partage des terres dans ce pays de grande propriété, n'eurent pas beaucoup de succès, pas plus, semble-t-il, que les lois de 1922 supprimant le droit d'aînesse.

Renonçant donc au partage des terres, mais voulant donner un nouvel essor à son agriculture fortement atteinte par la baisse des prix, l'Angleterre a, en 1931, inauguré une nouvelle politique agraire — aidée par un protectionnisme plus ou moins camouflé — et basée sur des ententes entre agriculteurs et vendeurs de certaines marchandises. L'« Agricultural Marketing Act » permet aux fermiers, en effet, d'établir des plans d'organisation relatifs à différentes denrées agricoles et prévoit même que si une certaine majorité de producteurs les adoptent, ces plans peuvent devenir obligatoires. C'est ainsi que différents conseils ont été formés par les intéressés, réglementant les prix, la production, établissant des conventions entre producteurs et négociants.

On a pu reprocher à ces conseils de créer des monopoles et de trop favoriser le producteur relativement au consommateur. Mais il est pourtant certain que, jointes à des mesures de contingentement des produits similaires étrangers, ces dispositions ont permis à l'agriculture anglaise un développement favorable et ont fait remonter les prix.

La Grande-Bretagne s'est donc résolument dirigée vers des préoccupations organisatrices en matière agricole. Certes, la reprise industrielle explique l'amélioration agraire ; mais la consommation des produits agricoles est également rattachée à une phase favorable de l'agriculture : les prix ont *nettement remonté* ; les profits satisfaisants ont réapparu.

Les buts que se proposait l'économie dirigée appliquée à l'agriculture anglaise ont-ils été atteints ?

Le volume des produits importés de l'étranger a été réduit. La politique de ré-agrarisation a permis l'écoulement de la production nationale agricole et a amélioré le sort des classes rurales.

Notons, encore, l'action financière entreprise par le gouvernement pour accroître l'efficacité de l'organisation agricole, et de la propagande réalisée en vue de faire naître chez les fermiers, le sentiment coopératif.

* * *

La politique de ré-agrarisation a porté ses fruits.

Les statistiques de la production de blé et celles de l'élevage donnent ceci :

La production de froment est à peu près égale, en 1931, à 10 millions de quintaux ;

en 1938, cette production monte à 20 millions de quintaux.

Pour l'espèce bovine, en 1931, l'Angleterre possède 8 millions de têtes ; en 1938, ce nombre passe à 9 millions.

Ces accroissements sont-ils fortuits ? Non. Ils sont imputables à la volonté humaine. En effet, les statistiques témoignent de l'évolution suivante de l'emploi des superphosphates. En Grande-Bretagne, de 1931 à 1936, les quantités de superphosphates montent, en millions de tonnes métriques, de 445 à 587.

Par conséquent, la politique anglaise de ré-agrarisation a porté ses fruits. Les problèmes de la reconstruction ne font plus négliger cette politique et la reconstruction physique des campagnes se poursuit selon les lignes du plan Scott.

A première vue, il peut paraître surprenant de rapprocher de l'exemple anglais, l'exemple russe, puisque la Russie était déjà un pays agricole, nullement industrialisé. Peut-on parler de ré-agrarisation à son propos ? Ne faut-il pas parler plutôt d'industrialisation, et, par suite, le terme de *désagrarisation* ne serait-il pas plus correct ? Il n'en est rien, car d'une part, le secteur industriel et le secteur agricole ont été développés parallèlement et la Russie soviétique tend à réaliser une économie complexe pour laquelle elle semble mieux placée que tout autre pays, étant données l'étendue de son territoire et l'immense variété de ses ressources. Mais, il y a plus ; on peut parler de *ré-agrarisation* à l'occasion de l'U. R. S. S., parce qu'il n'y a plus rien de commun entre la vieille économie agraire russe de l'époque tsariste et l'économie agraire actuelle.

B. — *Cas de la Russie soviétique*

Même lorsque l'instauration d'un nouveau système économique est due à une révolution politique brutale, la nouvelle organisation est obligée, du moins, pendant une certain temps, de composer avec d'anciennes institutions caractéristiques du système qu'on veut détrôner. Pour rétablir l'économie, Lénine doit admettre de faire un pas en arrière. La N. E. P. voit renaître un *marché*, une production agricole libre, à côté d'un secteur collectivisé. Ce secteur libre tend à se développer de plus en plus et peu à peu la Russie se restaure.

L'observation montre que si le mouvement d'urbanisation du pays s'est poursuivi, l'importance de la production agricole varie de 1913 à 1929, corrélativement avec celle de la production industrielle.

La politique soviétique de ré-agrarisation se traduit par une rénovation de toute l'économie agricole et, avant tout, par une mise en valeur rationnelle des terres, fondée sur la réalisation d'un socialisme agraire.

L'U. R. S. S. est l'un des plus grands pays agricoles du monde. La politique agraire des Soviets constitue, comme l'anneau d'une chaîne continue et un effort conforme à la vocation du peuple russe.

Mais l'économie agraire actuelle constitue une véritable ré-agrarisation.

Dans des régions bien déterminées, ce sont des systèmes de culture perfectionnés qui sont utilisés : l'assolement triennal est le système dominant, le système de la jachère est en recul. Les systèmes de culture primitifs sont en recul dans les premières décades du XXe siècle.

Le *mir* a disparu. En 1921, la phase de communisme absolu et une sécheresse exceptionnelle amènent un arrêt partiel, mais important de la production agricole.

A ce moment-là, commence la « nouvelle politique économique » (N. E. P.). L'impôt se substitue à la réquisition. La petite propriété revient, camouflée, avec les concessions de très longue durée sur la terre. *Le paysan russe se sent devenir beaucoup plus propriétaire qu'il ne l'a jamais été.* La production agricole reprend, mais en même temps, l'inégalité économique entre paysans s'affirme.

Les « koulaks » deviennent nombreux.

A partir de 1928, revirement de la politique russe ; Staline reprend le mouvement de collectivisation et adopte un plan quinquennal. A partir de ce jour, l'économie russe est à peu près entièrement planifiée. Le mouvement de collectivisation se poursuit de façon constante.

Les fermes d'Etat (sovkhoses) apparaissent. Souvent immense, le sovkhose est exploité mécaniquement.

Des coopératives de culture (kolkhozes) indépendantes du pouvoir central, constituées entre paysans exploitants sont multipliées dans le but d'entraîner une intensification de la production, grâce au machinisme, à une division du travail, plus parfaite et à une discipline mieux respectée. Notons ici une erreur des pouvoirs publics : la ré-agrarisation poursuivie n'atteint pas systématiquement son but : le paysan contraint d'entrer dans le kolkhoze vend une grande partie de son bétail pour éviter qu'il ne soit mis en commun : d'où les hécatombes de bétail qui se produisirent en Russie, en 1931, d'où la baisse énorme de l'ensemble du cheptel russe au cours de cette même année.

En 1935, la politique agraire se dirige dans un sens un peu plus libéral ; le paysan peut conserver en propre un peu de bétail.

Malheureusement, les documents statistiques ne permettent pas de déceler la variation exacte de la production agricole.

Il faut cependant noter, à l'actif du bilan, la mécanisation progressive de la vie rurale, la renaissance de certaines cultures, l'extension de certaines autres. Ces avantages qui ne sont pas dus au régime communiste puisque le paysan soviétique n'a jamais été aussi *maître* de la terre qu'il ne l'est maintenant, sont cependant certains. L'augmentation de la production agricole a lieu aux dates où le droit individuel du paysan sur la terre russe est renforcé ; au contraire, il semble bien que l'affaiblissement de ce droit ait notablement réduit les rendements.

* * *

Ce qui fait l'unité des deux exemples que nous venons d'analyser, *c'est que, dans un cas comme dans l'autre*, nous sommes en présence d'un grand empire qui tend vers une économie complexe sous l'influence de causes *naturelles*. Qu'il s'agisse — comme c'est le cas pour l'Angleterre, de réaliser un meilleur équilibre économique, ou, au contraire, de réaliser le plein épanouissement de

ses virtualités économiques — comme c'est le cas pour l'U. R. S. S. — l'économie complexe se justifie.

Mais, pour certaines nations, et sous l'empire de certaines finalités extra-économiques, l'économie complexe n'apparaît pas comme une situation normale et définitive. Au-delà de l'économie complexe, il s'agit d'atteindre un but plus ambitieux : c'est de réaliser l'indépendance économique totale : *l'autarcie de la nation.* Cela suppose également une politique de ré-agrarisation qui sera marquée, non seulement par la *fin* poursuivie, mais par les caractères qui en découlent.

Tels vont en être le cas de la politique allemande et celui de la politique italienne, d'où la deuxième partie de notre analyse à laquelle nous allons maintenant nous livrer.

Deuxième partie

La recherche d'une economie de puissance

La politique de ré-agrarisation de l'Italie fasciste et de l'Allemagne hitlérienne se rattache à toute une doctrine économique et sociale.

L'Allemagne et l'Italie ont eu à résoudre non seulement des problèmes économiques, mais leur politique s'est inspirée d'autres fins. *Il s'agissait de préparer la guerre* et, c'est en fonction de ce but que s'explique toute la politique économique de ces pays et notamment leur politique agraire.

Bien que les problèmes agricoles aient présenté, ici et là, un aspect différent tenant aux conditions économiques, techniques, sociales des deux pays — par exemple, la bonification est une méthode spécifiquement italienne — nous notons qu'il s'agit de nations, avant tout, *prolétariennes.*

Etudions d'abord l'exemple italien (changement de direction de la production agricole), puis l'exemple allemand qui pousse la politique autarcique à un degré plus élevé et qui vise la quantité plus que la qualité.

A. — *Cas de l'Italie*

L'agriculture italienne qui, pendant longtemps, avait été négligée, qui ne possédait qu'une technique empirique, qui était traditionaliste dans son développement et qui se voyait souvent sacrifiée à l'occasion des accords douaniers, en était arrivée à un état de grave abandon. Le gouvernement fasciste la replace au premier plan de la hiérarchie des valeurs économiques nationales.

Les pouvoirs publics engagent la bataille pour le blé et pour la mise en valeur intégrale de la terre. L'Italien est gros mangeur de pain. 83 millions de quintaux de blé (77 pour l'alimentation, 6 pour les semences) sont nécessaires chaque année. Mais, de 1909 à 1914, le sol italien n'a donné, en moyenne, que 49 millions de quintaux, puis, après une baisse, de 1915 à 1920, elle arrive à 45 millions (1923).

Les importations ont augmenté régulièrement après la guerre :

1918-1919	20,3 millions
1919-1920	20,6 millions
1920-1921	26,5 millions

Le gouvernement sait les énormes difficultés de l'approvisionnement alimentaire de la population italienne, en cas de guerre. Ce ne sont pas les surfaces emblavées qui montent, c'est le rendement. La technique est encouragée par un Concours national pour la Victoire du Blé, par un concours national pour l'augmentation du patrimoine zootechnique. La politique italienne s'efforce de stimuler les travaux d'organisation agraire systématique, tendant à l'intensification de la culture des céréales. On facilite l'octroi de prêts aux agriculteurs ; le gouvernement précise encore certaines mesures destinées à assurer l'équilibre des prix des grains, spécialement au cours de la période qui suit immédiatement la récolte. Propagande, conférences contribuent à cette active politique de ré-agrarisation. Et le gouvernement assume de lourdes charges financières tout en cherchant constamment à assurer aux producteurs, des prix rémunérateurs.

En fait, la politique fasciste poursuit des fins d'indépendance qui se traduiront par l'agressivité ; ceci se voit dans les chiffres : certains caractères de la production agricole italienne n'expliquent pas l'énergie avec laquelle les gouvernants fascistes ont voulu ré-agrariser le pays.

Le coût de production du blé en Italie *est élevé*. En 1930, un prix inférieur à 100 lires par quintal n'est pas rémunérateur pour l'agriculture. Et le gouvernement s'efforce de remédier à la baisse des prix persistante par une large protection douanière. Ceci n'a pas empêché une contraction du prix du blé, d'accord avec l'allure du marché mondial du blé.

Les engrais sont de plus en plus utilisés ; les prix des transports sont abaissés.

C'est ainsi, pour prendre les plus importants, que de 1913 à 1929, la consommation, en millions de quintaux, de superphosphates, passe de 10,75 à 15,25. Après le fléchissement dû à la crise mondiale de 1929, un même souci se manifeste : l'usage des engrais s'intensifie ; de 1931 à 1936, la consommation de superphosphates passe de 8,02 à 13,66 millions de quintaux : dans la même période, la production italienne de blé monte de 66 à 80 millions de quintaux. Les rendements par hectare ont haussé, atteignant 14,8 quintaux par hectare en 1929.

Dans certaines provinces où la technique agricole a suivi un intense progrès, on relève des rendements de 50 et 55 quintaux par hectare. Par rapport à l'avant-guerre de 1914, le rendement accuse une hausse de 20,19 %.

La production unitaire moyenne atteinte par les participants au Concours national pour la victoire du blé a été de :

21,7	quintaux	en 1925-1926,
21,3	»	en 1926-1927,
22,4	»	en 1927-1928,
et de 25,2	»	en 1928-1929.

Le nombre des concurrents est, d'ailleurs, allé en augmentant. Tandis qu'en 1923-1924, les concurrents n'étaient qu'au nombre de 1054, ce furent, en 1928-1929 au moins 10.000 entreprises agricoles représentant toutes les provinces du Royaume, ainsi que la Libye, qui prirent part au concours.

La bataille du blé n'est que l'un des aspects, le plus important, de la politique de ré-agrarisation. La viticulture italienne évite la recherche des

productions exagérées et utilise des cépages susceptibles de donner satisfaction par la qualité plus que par la quantité. Le cheptel a haussé faiblement. La mise en valeur intégrale est une conception de la politique fasciste. A la veille de l'avènement du fascisme, les œuvres de mise en valeur se proposaient essentiellement un but hygiénique : suppression des marais et des terrains paludéens susceptibles de nuire à la salubrité publique. On s'était assez peu soucié de la valorisation agricole des terrains. Le gouvernement fasciste poursuit des travaux d'irrigation et assure tout ce qui est nécessaire au point de vue de la mise en valeur économique ultérieure des terres bonifiées.

La loi du 18 mai 1924 et les dispositions du 24 décembre 1928 précisent le but agraire de la mise en valeur : elles ne limitent plus l'intervention de l'Etat à l'assainissement des terres marécageuses.

Elles l'étendent à tous les terrains qui, pour des raisons sérieuses d'ordre physique ou social, se trouvent dans un état de culture arriéré, alors qu'ils sont susceptibles d'être transformés en terres productives.

La base sur laquelle repose la loi Mussolini est constituée par un plan financier, à l'origine duquel se trouvent certaines dispositions d'ordre technique :

1° *les travaux de mise en valeur hydraulique ;* les travaux d'irrigation des terres dans l'Italie méridionale et insulaire devaient être entrepris au cours des quinze années allant de 1929 à 1944 et comportaient un coût total de 4,8 milliards ;

2° *les aqueducs ruraux* devaient être construits entre 1930 et 1937 pour 200 millions de lires ;

3° *les bourgades rurales* devaient être édifiées dans un intervalle de huit années (1930-1938) jusqu'à concurrence d'un montant global de 500 millions ;

4° les travaux d'irrigation de l'Italie septentrionale et centrale devaient coûter 500 millions répartis de 1930 à 1938 ;

5° les chemins d'exploitation rurale et les travaux destinés à assurer la fourniture d'eau potable, devaient être exécutés, pour un milliard, entre 1930 et 1944.

Le seul plan financier de la loi Mussolini assure à l'œuvre de mise en valeur intégrale, pour une période de quatorze ans, plus de 7 milliards, dont 4,3 sont à la charge de l'Etat. Si l'on ajoute à cette somme les autres contributions, on arrive à un chiffre probablement supérieur à 20 milliards de lires.

Le souci d'objectivité oblige à reconnaître que, dans un pays pauvre comme l'Italie, où la formation de l'épargne est fort restreinte, où le développement démographique est intense, le fait d'immobiliser, pour la terre, des sommes aussi considérables, représente un effort des plus remarquables, et prouve, de même que d'autres dispositions qui concernent l'agriculture, l'intérêt précieux que prenait le gouvernement fasciste à l'avenir de la terre et des ruraux.

Le problème de la rédemption de la terre italienne a bien été résolu. Certes, après la destruction du fascisme, la politique de ré-agrarisation n'a jamais été abandonnée. *Au contraire, elle a été intensifiée.*

En 1942, la politique agraire de l'Italie s'est pliée aux nécessités de l'état de guerre : il a fallu couvrir les besoins alimentaires des forces armées et de la population civile et fournir aux industries les plus grandes quantités possibles de matières premières. La politique cherche à réorganiser les consortiums agraires et à rendre de plus en plus souples les organisations économiques de l'agriculture, au sein d'une organisation syndicale corporative. Elle se sert de la nouvelle organisation économique de l'agriculture pour mettre à exécution les plans de production agricole. Ces plans rendent obligatoires les cultures fondamentales sur des superficies déterminées, réparties entre les différentes provinces et soumettent à une autorisation spéciale les cultures qui ne sont pas jugées indispensables.

Ces plans de culture, à peine entrés en vigueur, ont reçu, en 1942, une application plus large que celle qu'on prévoyait. *Quatre cent mille hectares* qui, précédemment, avaient servi de pâturage ou avaient été laissés en jachère, ont été soumis à la culture.

Un autre domaine dans lequel l'organisation de l'agriculture est appelée à donner des preuves de son activité, est celui du relèvement et de la récolte des produits agricoles, particulièrement des produits alimentaires.

L'institution des « stockages » *(ammassi)* de produits agricoles qui fonctionne depuis quelques années en Italie et qui avait un caractère totalitaire et obligatoire, est bien connue. Ce système a été perfectionné durant la guerre de 1940. La bonification intégrale a été poursuivie.

B. — *Cas de l'Allemagne*

La politique de ré-agrarisation allemande n'est pas liée à l'avènement du national-socialisme. Dès la fin du XIXe siècle, l'Allemagne a développé son agriculture nationale. En dépit d'une population très dense, malgré un sol pauvre, ce pays a pu en grande partie se suffire à lui-même.

Une volonté tenace a permis ainsi à l'Allemagne de tenir tête au monde entier en 1914 et en 1939. Et l'on peut dire que son degré de résistance est dû au développement de la production agricole.

Depuis 1934, la politique nationale-socialiste, en matière agricole, visait un double objectif :

1. *Réaliser l'autarcie*, en permettant au pays de se nourrir sur lui-même.
2. Reconstituer dans cette nation trop riche en population urbaine, une classe de paysans qui doit être une réserve de peuplement et de santé.

La politique de ré-agrarisation s'inspire :

a) *de fins politiques :*

La paysannerie est le réservoir de la race. Le système du majorat entraîne l'inaliénabilité de la propriété transmise héréditairement à l'aîné. Le domaine ne peut surpasser 125 hectares. Le statut de la propriété rurale est l'un des éléments importants des problèmes de la terre.

b) Les buts allemands sont cependant, aussi, plus proprement économiques: il faut ravitailler la population et se procurer les matières premières nécessaires.

Les moyens mis en œuvre consistent à :

1° développer certaines méthodes de la production,

2° organiser la distribution des produits du sol.

L'augmentation de la production est réalisée par deux moyens :

1° extension des superficies cultivées, grâce à l'aide du Service du Travail.

A la fin de 1936, le service du travail a drainé 261.000 hectares, gagné, sur la mer, 83.000 hectares de polders, défriché et amélioré 300.000 hectares, fait des travaux forestiers sur 107.000 hectares et construit 2100 km. de routes.

Le changement d'affectation des terres a été tenté, mais dans une faible mesure. Le blé a reculé devant la pomme de terre. On peut même relever quelques chiffres gigantesques : une augmentation de 1000 % pour le colza, de 900 % pour le lin. Cependant, la surface actuelle est infime et la demande n'est pas satisfaite.

2° Autre moyen puissant : accroissement des rendements par le développement de l'emploi des engrais et par la rationalisation.

De 1932 à 1937, les achats de machines agricoles ont triplé ; les engrais ont augmenté de 33 % en valeur et de 50 % en volume.

L'Office statistique du Reich accuse une augmentation de près de 50 % dans l'emploi des engrais, de 1934 à 1935.

De 1931 à 1936, la consommation d'engrais va de 509 à 950 millions de tonnes métriques.

Les résultats sont probants :

De 1931 à 1938, la production allemande de blé augmente et va de 42 à 56 millions de quintaux.

La production de seigle s'élève de 66 à 86 millions de quintaux.

Du côté de l'élevage, nous notons une augmentation de l'espèce bovine, au cours de la même période :

19,1 millions de têtes et 19,9 millions.

La production laitière a progressé de 1933 à 1936.

La récolte totale d'oléagineux a décuplé, passant de 10.000 tonnes à 136.000 tonnes en 1936. Toutefois, elle ne représente qu'une petite fraction des importations qui atteignent 1,6 milliard de tonnes.

L'indice du volume de la production agricole, établi par l'Institut de Conjoncture, varie de la manière suivante :

1932-1933	*1933-1934*	*1934-1935*	*1935-1936*	*1936-1937*
100	108,3	113,9	111,1	113,9

d'où un accroissement global de 13,9 %.

Et cette hausse de la production est probablement inférieure à l'élévation des dépenses d'exploitation : et c'est là une confirmation de la loi du rendement non proportionnel. L'évolution des prix a été dirigée : le ministre le l'Agriculture, parfois remplacé par des organisations professionnelles, fixait, afin de revaloriser les produits du sol, les prix de certaines denrées agricoles, des céréales en premier lieu.

L'accroissement du produit net, de la valeur retirée de l'exploitation du sol a été *supérieur* à celui des frais de production.

Les courbes des frais d'exploitation et de la valeur produite suivent des variations qui s'opposent ou même se coupent.

Cependant, en dépit de l'organisation de la profession et des marchés agricoles, malgré la *Corporation* alimentaire, la planification, la politique de stockage, la technique du rationnement, l'agriculture allemande a été arrêtée dans cette voie de l'intensification, non par le manque de capitaux, mais par celui des travailleurs.

La ré-agrarisation est donc une transformation de la structure économique qui aboutit à une modification de l'équilibre entre les deux secteurs industriel et agricole.

Nous avons parlé de la ré-agrarisation en Russie, en Angleterre, en Allemagne, en Italie.

Est-ce que l'on ne peut pas en parler à l'occasion d'un autre pays ? Si l'on entendait par ré-agrarisation la nécessité de renouveler les méthodes de l'agriture, autrement dit de rationaliser la production agricole, certes, il faudrait poser le problème pour le cas français, car il est connu que notre agriculture est routinière et que nos rendements sont loin d'être parmi les premiers en Europe. Mais, nous avons vu que l'essence du problème étant un changement d'équilibre entre les deux grands secteurs de la production et, dans cette acception, le problème français se pose en termes différents, car la France, on l'a dit bien souvent, est le pays de l'équilibre. Secteur agricole et secteur industriel se balancent dans notre économie, occupant l'un et l'autre une place considérable. Cet équilibre de structure se répercute sur les problèmes économiques, démographiques. Et la France, comme les pays scandinaves ou la Belgique, n'a pas de politique de ré-agrarisation, mais s'oriente, de nos jours, simplement, vers une agrarisation croissante.

V. R. L. G.